

Service d'infrastructures de la défense



**CENTRE D'EXPERTISE DES TECHNIQUES
D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE**

**Marché passé selon une procédure adaptée,
conformément aux articles L2123-1, R2123-1 1° et R2123-4**

Référence : 2023-CETID-06

TRAVAUX DE

RÉHABILITATION DU RÉCEPTACLE DE TIR TENDU DE LA RUE 14

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date limite de réception des plis

20/11/2023 à 15h30

Renseignements :

**Administratifs : 01 39 07 67 95 ou julien.noorenberghe@intradef.gouv.fr
Techniques : 01 39 07 67 72 ou frederic.perchais@intradef.gouv.fr**

SOMMAIRE

1. SERVICE ACHETEUR.....	4
1.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	4
1.2 VISITE DE SITE.....	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
2.2 DÉCOMPOSITION DU PROJET DE MARCHÉ.....	5
2.3 DURÉE DU MARCHÉ.....	5
2.4 NOMENCLATURES CPV (COMMON PROCUREMENT VOCABULARY) ET GM (GROUPE MARCHANDISES).....	6
3. PROCÉDURE DE PASSATION.....	6
3.1 ANALYSE DES PLIS.....	6
3.2 ANALYSE DES CANDIDATURES.....	6
3.3 ANALYSE DES OFFRES.....	6
3.4 RÉGULARISATION DES OFFRES IRRÉGULIÈRES ET NÉGOCIATION.....	6
3.5 VERSEMENT D'UNE PRIME.....	6
3.6 DÉCLARATION SANS SUITE.....	6
3.7 SUITE D'UNE MISE EN CONCURRENCE INFRUCTUEUSE.....	6
3.8 VARIANTES.....	7
3.9 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVÊTIR LE GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ.....	7
4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	7
4.1 CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	7
4.2 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	7
4.3 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	7
5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	8
5.1 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE SOUS PLI CACHETÉ PAR VOIE POSTALE OU PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR.....	8
5.1.1 Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé).....	Erreur ! Signet non défini.
6. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LE CANDIDAT.....	9
6.1 DOCUMENTS À PRODUIRE QUANT À LA CANDIDATURE - « DOSSIER CANDIDATURE ».....	9
6.1.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME).....	9
6.1.2 Candidature « hors DUME ».....	10
6.1.3 Examen des candidatures.....	10
6.1.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	10
6.2 PRÉCISIONS SUR LA SOUS-TRAITANCE.....	10
6.2.1 Candidature sous forme DUME simplifié.....	10
6.2.2 Candidature hors DUME.....	11
6.3 CONDITION DE PARTICIPATION RELATIVES AUX DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE.....	11
6.4 SÉLECTION DES CANDIDATS.....	12
6.5 DOCUMENTS À PRODUIRE QUANT À L'OFFRE - « DOSSIER OFFRE ».....	12
6.6 RECOURS À LA LANGUE FRANÇAISE.....	13
7. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	13
8. CLASSEMENT DES OFFRES.....	13
8.1 OFFRES INAPPROPRIÉES, IRRÉGULIÈRES OU INACCEPTABLES.....	13
8.2 CRITÈRES DE JUGEMENT.....	13
8.3 MÉTHODE DE CALCUL DES NOTES.....	13
8.3.1 Lot n° 1 : gros-œuvre.....	13
8.3.2 Lot n° 2 : charpente - couverture.....	15
8.4 MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	17
9. MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	18
9.1 RAPPEL.....	18
9.2 SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DES DOCUMENTS.....	18
9.3 EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE.....	18

9.4	JUSTIFICATIFS DE CONFORMITÉ À PRODUIRE	18
9.5	OUTIL DE SIGNATURE UTILISÉ POUR SIGNER LES FICHIERS	19
9.6	RÉGULARISATION ÉVENTUELLE DE LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU.....	19
10.	JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU	19
10.1	LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ÉTABLI EN FRANCE FOURNIT	20
10.2	LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ÉTABLI OU DOMICILIÉ À L'ÉTRANGER FOURNIT 20	

ANNEXE 1 : MODÈLE D'ATTESTATION DE VISITE.

PRÉAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

CETID : Centre d'expertise des techniques d'infrastructure de la défense

DOTI : direction des opérations techniques infrastructures

PEA : pôle effets des armes

1. SERVICE ACHETEUR

1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Adresse géographique	Adresse postale
Centre d'expertise des techniques d'infrastructure de la défense Direction/BSAP 9, rue des Récollets 78000 VERSAILLES	Centre d'expertise des techniques d'infrastructure de la défense Direction/BSAP CS80601 78013 VERSAILLES CEDEX

L'adresse géographique sert de référence pour les dépôts physiques de plis de sauvegarde, notamment par porteur / transporteur (y compris Chronopost).

L'adresse postale sert de référence pour les envois postaux en recommandé avec accusé de réception.

1.2 Visite de site

Afin de fixer un rendez-vous pour visiter le lieu d'exécution du marché, les candidats sont invités à prendre contact, par téléphone et par courrier électronique avec les représentants de l'acheteur sur le site du CTC :

	Téléphone	Adresse électronique
Pascal GILLE	06 30 25 70 91	pascal.gille@intradef.gouv.fr
Mathieu HAY	06 66 40 80 38	mathieu.hay@intradef.gouv.fr

Par courrier électronique, les candidats feront parvenir, au moins 48H avant la date convenue avec les représentants du CETID, les éléments suivants :

- Une copie de l'extrait K-bis de leur entreprise (ou document équivalent pour les opérateurs économiques ne possédant pas d'extrait K-bis), daté de moins de 6 mois ;
- Une copie d'un document d'identité avec photo en cours de validité de la personne qui effectuera la visite ;
- Un document prouvant le lien de la personne qui effectuera la visite avec l'opérateur économique.

Compte tenu du planning des essais à venir, les visites pourront avoir lieu, pendant les heures ouvrables :

- Jeudi 26 octobre 2023 ;
- Vendredi 27 octobre 2023 ;
- Lundi 30 octobre 2023 ;
- Jeudi 02 novembre 2023 ;
- Vendredi 03 novembre 2023 ;
- Lundi 06 novembre 2023 ;
- Vendredi 10 novembre 2023 ;
- Lundi 13 novembre 2023 ;
- Vendredi 17 novembre 2023.

Une attestation de visite, dont le modèle figure en annexe1, signée du représentant de l'administration sera remise au candidat présent à l'issue de cette visite.

Cette visite est obligatoire : la présentation de l'attestation de visite des lieux est un élément de l'offre.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

Le présent appel d'offres a pour objet les travaux de réhabilitation du réceptacle de tir tendu du CETID sur le champ de tir de Captieux.

Le lieu de livraison est :

**CETID
Champ de tir de Captieux
40120 RETJONS**

Les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 Décomposition du projet de marché

Le projet de marché est décomposé de la manière suivante :

- Lot n° 1 : gros-œuvre ;
- Lot n° 2 : charpente – couverture.

Le lot n° 2 est décomposé en 3 tranches :

- Tranche ferme : fabrication et pose d'une charpente métallique et d'un bac acier sur la partie **avant** de la structure de tir ;
- Tranche optionnelle n° 1 : fabrication et pose d'une charpente métallique et d'un bac acier sur la partie **arrière** de la structure de tir ;
- Tranche optionnelle n° 2 : réhabilitation de la guérite de tir.

L'acheteur notifie au titulaire du lot n° 2 soit :

- Uniquement la tranche ferme ;
- La tranche ferme et la tranche optionnelle n° 1 ;
- La tranche ferme et la tranche optionnelle n° 2 ;
- La tranche ferme et les tranches optionnelles n° 1 et n° 2 ;

Les tranches optionnelles pourront être affermies soit :

- À la notification du marché ;
- Jusqu'au 1^{er} juillet 2024.

2.3 Durée du marché

En raison des contraintes opérationnelles du site du champ de tir de Captieux, l'accès à la zone des travaux est limité à des plages calendaires fixées par l'acheteur.

Pour le lot n° 1, la durée prévue par l'acheteur des travaux est de 2 semaines. Les travaux devront avoir lieu du 4 au 15 mars 2024.

Pour le lot n° 2, la durée prévue par l'acheteur des travaux est de 3 semaines. Les travaux devront avoir lieu du 25 mars au 12 avril 2024.

Si pour des raisons de contraintes opérationnelles non connues par l'acheteur à la date de publication de l'appel d'offres, les dates de travaux devaient changer, les titulaires en seront informés par ordre de service.

2.4 Nomenclatures CPV (common procurement vocabulary) et GM (groupe marchandises)

Les références aux nomenclatures associées à la présente consultation sont les suivantes :

- CPV principal : 38900000-4 – Instruments divers d'évaluation ou de test.
- CPV secondaire lot n° 1 : 45223220-4 – Travaux de gros œuvre.
- CPV secondaire lot n° 2 : 45261000-4 – Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes.
- GM : 41.07.02 - Équipement, matériel de laboratoire et de mesure.

3. PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée sous la forme d'un marché passé selon une procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1, R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande publique.

3.1 Analyse des plis

L'acheteur analyse les seuls plis qui sont reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées en page de garde du présent document et selon les modalités de dépôt décrites à l'article 5 du présent document.

3.2 Analyse des candidatures

L'acheteur peut recourir aux dispositions des articles R.2144-1 à 4, 6 et 7 du code de la commande publique.

3.3 Analyse des offres

L'acheteur peut demander, par écrit, aux candidats de préciser ou clarifier la teneur de leur offre. Cependant, ces demandes de précisions ou clarifications ne peuvent avoir pour effet de modifier des caractéristiques essentielles du marché.

3.4 Régularisation des offres irrégulières et négociation

En application de l'article R.2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de négocier, afin, notamment, d'autoriser les candidats à régulariser une offre irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En cas de recours à la négociation, elle est réalisée selon les modalités suivantes :

- soit par correspondance : la correspondance exposera les points particuliers à négocier, elle donnera lieu à une réponse écrite du candidat.
- soit par un entretien dans les locaux de l'acheteur : l'entretien de négociation sera alors précédé d'une correspondance qui exposera au candidat les points de discussion qu'il souhaite voir aborder au cours de l'entretien. Un compte rendu de l'entretien de négociation sera dressé et envoyé au candidat.

Les points négociés seront précisément actés et annexés à l'acte d'engagement de l'attributaire du marché. Le cahier des charges et l'acte d'engagement seront modifiés en conséquence le cas échéant.

3.5 Versement d'une prime

Sans objet.

3.6 Déclaration sans suite

À tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats en sont informés.

3.7 Suite d'une mise en concurrence infructueuse

En l'absence de candidatures ou d'offres déposées dans les délais prescrits ou en cas de candidatures irrecevables ou d'offres inappropriées, l'acheteur peut mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article R.2122-2 du code de la commande publique.

3.8 **Variantes**

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

3.9 **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire **ou** de groupement conjoint.

Dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, après attribution le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

4. **DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

4.1 **Contenu du dossier de la consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- un modèle de lettre de candidature (DC1) et de déclaration du candidat individuel (DC2) ;
- un modèle d'Acte d'Engagement (ATTRI1) ;
- la fiche de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe.

4.2 **Modifications du dossier de la consultation**

L'acheteur se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation en cours de consultation.

L'acheteur garantit aux candidats un délai de 6 jours entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des offres. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3 **Demande de renseignements complémentaires**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, 8 jours au moins avant la date de remise de l'offre une demande écrite de renseignements complémentaires au CETID.

Le candidat peut faire parvenir ses questions via le profil acheteur du CETID à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (Plateforme des AChats de l'État - PLACE). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par le CETID. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement et des réponses fournies.

L'opérateur économique devra vérifier que **son adresse électronique est correctement orthographiée** et il lui est vivement recommandé de **consulter très régulièrement les courriels reçus** à cette adresse électronique.

Le CETID répondra par écrit aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), l'acheteur transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS ET DES ÉCHANTILLONS

Le candidat dépose son pli (candidature et offre) via la plateforme des achats de l'État (PLACE. Il peut cependant doubler son envoi d'une copie de sauvegarde), selon les modalités de l'article 5.1 ci-dessous.

Pour le lot n° 1, l'échantillon demandé à l'appui de l'offre est transmis par voie postale dans les conditions fixées à l'article 5.2 ci-dessous.

5.1 Transmission de la copie de sauvegarde sous pli cacheté par voie postale ou par porteur/ transporteur

Les copies de sauvegarde **sur support physique électronique** sont adressées sous enveloppe cachetée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception à l'adresse mentionnée ci-dessous, et garantissant leur confidentialité. Les copies de sauvegarde sur support papier ne seront pas acceptées.

Le pli scellé doit impérativement comporter la mention « **copie de sauvegarde** ».

Il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils sont responsables du moyen d'acheminement de leur dossier, et que seules la date et heure d'arrivée au service sont prises en compte.

En cas de dépôt par porteur / transporteur (y compris par Chronopost), l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p><u>Offre pour :</u> 2023-CETID-06 nom du candidat COPIE DE SAUVEGARDE Centre d'expertise des techniques d'infrastructure de la défense Bureau Stratégie Architecture et Pilotage/Achats 9, rue des Récollets 78000 VERSAILLES</p>

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé au bureau stratégie, architecture et pilotage :

- du lundi au vendredi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures.

Adresse postale (envoi postal par pli recommandé avec avis de réception)

En cas de dépôt par la Poste, l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p><u>Offre pour :</u> 2023-CETID-06 nom du candidat COPIE DE SAUVEGARDE Centre d'expertise des techniques d'infrastructure de la défense Bureau Stratégie Architecture et Pilotage/Achats 9, rue des Récollets CS80601 78013 VERSAILLES CEDEX</p>
--

Le dossier devra être adressé sous pli recommandé avec accusé de réception.

5.2 Transmission de l'échantillon demandé à l'appui de l'offre technique (article 6.5 du présent RC)

L'échantillon demandé à l'appui de l'offre doit être transmis sous double enveloppe (ou colis).

L'enveloppe extérieure sera marquée de la manière suivante :

Appel d'offres 2023-CETID-06

NE PAS OUVRIR

Antenne CETID du champ de tir du Captieux
Camp du poteau
40120 RETJONS

L'enveloppe intérieure sera marquée de la manière suivante :

Échantillon pour l'appel d'offre 2023-CETID-06

NOM DU CANDIDAT

6. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LE CANDIDAT**6.1 Documents à produire quant à la candidature - « dossier candidature »****6.1.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Le DUME est disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le DUME doit être complété et signé par une personne habilitée à engager la société.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises telles que mentionnées ci-dessus (cf. article III A. 2ème paragraphe) sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (cocher la case « oui » de la section α de la partie IV : indication globale pour tous les critères de sélection). Dans ce cas, les candidats n'ont pas à remplir les sections A à D de la partie IV).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME. Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V. Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun des sous-traitants.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme de DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

6.1.2 Candidature « hors DUME »

Le candidat qui ne souhaite pas utiliser le DUME peut utiliser les formulaires DC1 et DC2.

En tout état de cause, les documents et renseignements à produire sont :

- **Au titre de la capacité économique et financière :**
Montant du capital, chiffre d'affaires des 3 derniers exercices.
Pour les sociétés créées depuis moins de trois ans, une déclaration appropriée de l'organisme bancaire dont le candidat dépend ou tout autre document équivalent attestant de la capacité financière nécessaire à la bonne exécution du marché pourra être demandée.
- **Au titre des capacités techniques et professionnelles :**
 - **déclaration indiquant les effectifs du candidat** et l'importance du personnel d'encadrement pour l'année en cours ;
 - **fourniture de références pertinentes du candidat** se rapportant à l'objet du marché (pour le lot n° 1 : pose d'éléments béton préfabriqués de grandes dimensions ; pour le lot n° 2 : fabrication et pose d'une structure de charpente et couverture métalliques). Ces références (3 minimum) devront concerner des projets en cours de réalisation ou dont les travaux sont achevés depuis moins de cinq ans ;
 - **déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation du marché.

Pour les exigences listées ci-dessus auxquelles le candidat n'aurait pas pu répondre dans son DUME, il fournit les documents nécessaires avec sa réponse technique et financière.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ceux-ci et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

6.1.3 Examen des candidatures

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées. L'appréciation des capacités financières d'un groupement est globale.

6.1.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Les documents, dont une signature est demandée au titre de la présente consultation, devront être signés par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME simplifié distinct.

6.2 Précisions sur la sous-traitance

6.2.1 Candidature sous forme DUME simplifié

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME simplifié et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part de l'accord-cadre, il renseigne la partie II-D du DUME simplifié et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

6.2.2 Candidature hors DUME

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

En cas de reconduction du marché, et sauf déclaration contraire du titulaire du marché qui devra faire l'objet d'un acte spécial modificatif, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

6.3 Condition de participation relatives aux documents justificatifs et autres moyens de preuve

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès en soit gratuit.

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance des certificats pour l'attribution de marchés publics, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Conformément aux articles R.2143-6 à 10 et R.2144-1 à 7 du code de la commande publique, l'acheteur demandera à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification du marché public, les preuves que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L.2141-1 et 1° et 3° de l'article 2141-4 du code de la commande publique.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, à l'article L.2141-2 du code de la commande publique, les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents.

Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K-Bis, un extrait D1 ou à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique.

Si le délégataire agit en vertu d'une délégation de pouvoir, il doit fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qu'il délègue est elle-même habilitée à engager la société.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans le pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

6.4 Sélection des candidats

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessus sont retenus.

6.5 Documents à produire quant à l'offre - « dossier offre »

- L'Acte d'Engagement (**ATTRI1**) dûment rempli, daté et, de préférence, signé (signature via un certificat de signature électronique) par la personne habilitée à engager la société. Le prix global de l'objet du marché, doit figurer dans l'AE présenté par le candidat qui utilisera de préférence le modèle joint au présent DCE ;

Nota : l'acte d'engagement vaut par lui-même acceptation sans réserve du CCAP et du CCTP ;

- La fiche de décomposition du prix global et forfaitaire selon le modèle joint ;
- Pour le lot n° 1 : un échantillon du dispositif de retenue du sable décrit à l'article GO 1.1.1 du CCTP (conditions d'envoi précisées à l'article 5.2 du présent RC). La fiche technique de l'échantillon sera jointe de manière dématérialisée avec le mémoire technique **ET** en version papier avec l'échantillon ;
- Le certificat de visite, délivré et signé par le représentant du CETID sur le champ de tir de Captieux (article 1.2 du présent RC), dont le modèle figure en annexe du présent RC ;
- Un relevé d'identité bancaire (**RIB**) ;
- La réponse technique sera présentée dans un document intitulé « **mémoire technique** » dans lequel le soumissionnaire répondra aux questions posées dans les critères d'évaluation technique de l'offre détaillés à l'article 8.3 du présent RC.

6.6 Précisions relatives à l'allotissement et aux offres :

Il est présenté une offre distincte par lot pour lequel les soumissionnaires entendent faire une offre.

Il est précisé que les lots sont indivisibles.

Les remises ne sont pas autorisées.

Les offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être attribués ne sont pas autorisées.

6.7 Recours à la langue française

Si les documents relatifs à la candidature et à l'offre ne sont pas rédigés en langue française, l'acheteur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

Une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté n'est pas exigée.

7. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité de l'offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

8. CLASSEMENT DES OFFRES

8.1 Offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables

Les offres jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées respectivement, au sens des articles L.2152-1 à 4, du code de la commande publique, sont éliminées et ne sont pas classées.

8.2 Critères de jugement

L'attribution du marché résulte d'un classement effectué à partir des critères suivants :

- 1) le prix, pondéré par un coefficient de 60% ;
- 2) la qualité, pondérée par un coefficient de 40%.

8.3 Méthode de calcul des notes

8.3.1 Lot n° 1 : gros-œuvre

La qualité est appréciée au vu du mémoire technique fourni par le soumissionnaire.

La qualité est évaluée au travers de deux grilles.

La première liste les critères rédhibitoires. Si l'offre technique du candidat ne répond pas à l'un de ces critères, son offre est éliminée.

LISTE DES CRITÈRES RÉDHIBITOIRES			
Référence au CCTP	Critère	CONFORMITÉ	
		OUI	NON
GEN 3.9	Planning prévisionnel hors délai		
GO 1.1.1.	Mode constructif inadapté aux hypothèses décrites (ne pas proposer des plaques ou blocs béton préfabriqués)		

La grille ci-dessous liste les critères donnant lieu à l'attribution d'une note en fonction de la réponse apportée par l'offre technique aux exigences du CCTP.

LISTE DES CRITÈRES DONNANT LIEU À L'ATTRIBUTION D'UNE NOTE		
GÉNÉRALITÉS		
CORRESPONDANCES À L'ARTICLE DU CCTP	CRITÈRES	NOTES
GEN 1.9	Installations de chantier Simplicité : 2 - Surdimensionnée : 1 - Sous-dimensionnée : 0	/2
GEN 1.9	Planning prévisionnel Détaillé et cohérent : 3 - Cohérent : 2 Détaillé et manque de cohérence : 1 - Pas de planning : réhabilitaire.	/3
GEN 1.9	Moyens humains Jugés suffisants : 2 - Jugés faibles : 1 - Jugés insuffisants : 0	/2
GEN 1.9	Matériel, outillage et équipement technique à disposition du candidat pour l'exécution du marché : Jugés suffisants : 2 - Jugés faibles : 1 - Jugés insuffisants : 0	/2
GEN 1.9	Gestion des déchets de chantier Décrète : 1 - Absente : 0	/1
Sous-total des critères des exigences générales :		/10
GROS ŒUVRE		
GO 1.1.1 Fourniture de deux éléments en béton préfabriqués	Forme et épaisseur pour assurer la fonction : Fermeture complète partie haute : 2 Fermeture latérale : 2 Épaisseur adaptée au T-Wall : 2	/6
GO 1.1.1 Pose des deux éléments	Mode de fixation : <u>Solidité platine et Mode de fixation aux supports</u> : Solide : 1 - Anticorrosion : 1 - Mode de fixation : 1. <u>Nombre de fixations</u> : 4 et + par face : 3 ; 3 par face : 2 ; moins de trois par face : 0.	/6
GO 1.1.1 Contenir le sable et éviter les fuites dans les espaces formés entre les L-Wall ou l'élément de raccordement	Qualité du produit (noté d'après échantillon accompagné de sa fiche technique) : Durabilité (humidité : 1, abrasion : 1, épaisseur : 1) Fixation au support (efficace : 1, souple : 1)	/5
GO 1.1.1 Complément en sable	(Ne pas) avoir recours à du sable en complément de l'existant et du stock en place : 0 m³ : 4 ; de 0 à 10 m³ : 3 ; + de 10 m³ à 20 m³ : 2 ; plus de 20m³ à 30m³ : 1, plus 30m³ : 0.	/4
GO 2.1	Protections des ouvrages existants lors de la pose plaques obturation <u>Mode opératoire</u> : cohérent : 2 ; peu cohérent : 1 ; non décrit : 0. <u>Moyens associés</u> : engins adaptés : 2 ; moyens peu adaptés : 1 ; moyens non décrits : 0	/4
GO 2.1	Protections des ouvrages existants lors du retrait et remise en sable <u>Mode opératoire</u> : - cohérent : 2 ; peu cohérent : 1 ; non décrit : 0. <u>Moyens associés</u> : - engins adaptés : 2 ; moyens peu adaptés : 1 - moyens non décrits : 0	/4
GO 2.11 retenue du sable en pied de butte	Qualité du procédé de retenue du sable en pied de butte jugé hermétique : 2 ; jugé légèrement fuyard : 1 ; trop fuyard : 0	/2
	Capacité à résister aux impacts de munition du procédé de retenue du sable en pied de butte : épaisseur de plus de 60cm : 2 ; épaisseur de 60 cm : 1 ; épaisseur < 60 cm : 0.	/2
	- Hauteur visible < 0,8m et respect pente de butte : 2 ; - 0,8m < hauteur visible < 1m : 1 ; - Hauteur visible supérieure à 1m : 0.	/2
GO 2.8.2. Études techniques - Plans d'exécution	Détails et description claire Détaillé et cohérent : 5 ; cohérent : 4 ; détaillé et manque de cohérence : 2 Présent mais non détaillé et manque cohérence : 1 ; absence : 0.	/5
Sous-total des critères des exigences gros œuvre :		/40
TOTAL		/50

8.3.2 Lot n° 2 : charpente - couverture

La qualité est appréciée au vu du mémoire technique fourni par le soumissionnaire.

La qualité est évaluée au travers de deux grilles.

La première liste les critères rédhibitoires. Si l'offre technique du candidat ne répond pas à l'un de ces critères, son offre est éliminée.

LISTE DES CRITÈRES RÉDHIBITOIRES			
Référence au CCTP	Critère	CONFORMITÉ	
		OUI	NON
GEN 3.9	Planning prévisionnel hors délai		
CM 1.1.1	Mode constructif inadapté aux hypothèses décrites (pièces métalliques à l'intérieur du réceptacle).		
CM 2.5	Absence de note de calcul		

La grille ci-dessous liste les critères donnant lieu à l'attribution d'une note en fonction de la réponse apportée par l'offre technique aux exigences du CCTP.

LISTE DES CRITÈRES DONNANT LIEU À L'ATTRIBUTION D'UNE NOTE		
GÉNÉRALITÉS		
CORRESPONDANCE À L'ARTICLE DU CCTP	CRITÈRES	NOTES
GEN 1.9	Installations de chantier Simplicité : 2 - Surdimensionnée : 1 - Sous-dimensionnée : 0	/2
GEN 1.9	Planning prévisionnel Détaillé et cohérent : 3 - Cohérent : 2 Détaillé et manque de cohérence : 1 - Pas de planning : rédhibitoire.	/3
GEN 1.9	Moyens humains Jugés suffisants : 2 - Jugés faibles : 1 - Jugé insuffisant : 0	/2
GEN 1.9	Matériel, outillage et équipement technique à disposition du candidat pour l'exécution du marché : Jugés suffisants : 2 - Jugés faibles : 1 - Jugé insuffisant : 0	/2
GEN 1.9	Gestion des déchets de chantier Décrite : 1 - Absente : 0	/1
Sous-total des critères des exigences générales :		/10

TRANCHE FERME

CM 1.1.1	Légèreté de la structure Bonne répartition de la descente de charge : 4 ; répartition moins adaptée : 2 Mauvaise répartition : 0.	/4
CM 1.1.1	Aptitude à une connexion ultérieure Bon positionnement des chevrons pour recouvrement du bac acier : 2 Positionnement jugé peu fiable : 1 ; inadapté : 0.	/2
CM 1.1.2	Bac acier en 1 ou 2 portions pour limiter infiltration d'eau Bac acier d'un seul tenant (en longueur) : 1 ; un recouvrement (en longueur) : 0.	/1
CM 1.1.2	Dimensionnement de la gouttière et fixation Gros débit et solidité de fixation : 2 ; gros débit ou solidité : 1 ; faible débit et peu solide : 0	/2
CM 1.1.2	Qualité du revêtement anti-condensation Capacité d'absorption du revêtement > 600g/m ² : 2 ; 500g/m ² < capacité d'absorption du revêtement < 600g/m ² : 1 ; capacité d'absorption du revêtement < 500g/m ² : 0.	/2
CM 2.1	Protections des ouvrages existants pour la pose charpente métallique <u>Mode opératoire</u> : Cohérent : 2 ; peu cohérent : 1 ; non décrit : 0. <u>Moyens associés</u> : Engins adaptés : 2 ; moyens peu adaptés : 1 ; moyens non décrits : 0.	/4
CM 2.5	Note de calcul - partie tranche ferme : Détaillée et cohérente : 5 ; cohérente : 4 ; détaillée et manque de cohérence : 2 ; présente mais ni détaillée et manque cohérence : 0.	/5
CM 2.8.2. Études techniques - Plans d'exécution	Détails et description claire Détaillée et cohérente : 5 ; cohérente : 4 ; détaillée et manque de cohérence : 2 ; présente mais ni détaillée et manque cohérence : 0.	/5
Sous-total des critères tranche ferme		/25
Total note tranche ferme		/35

TRANCHE OPTIONNELLE N° 1

CORRESPONDANCE A L'ARTICLE DU CCTP	CRITÈRES	NOTES
CM 1.2.1	Légèreté de la structure Bonne répartition de la descente de charge : 4 ; répartition moins adaptée : 2 Mauvaise répartition : 0.	/4
CM 1.2.1	Aptitude à une connexion ultérieure Bon positionnement des chevrons pour recouvrement du bac acier : 2 Positionnement jugé peu fiable : 1 ; inadapté : 0.	/2
CM 1.2.2	Bac acier en 1 ou 2 portions pour limiter infiltration d'eau Bac acier d'un seul tenant (en longueur) : 1 ; un recouvrement (en longueur) : 0.	/1
CM 1.2.2	Qualité du revêtement anti-condensation Capacité d'absorption du revêtement > 600g/m ² : 2 ; 500g/m ² < capacité d'absorption du revêtement < 600g/m ² : 1 ; capacité d'absorption du revêtement < 500g/m ² : 0.	/2
CM 1.2.3	Mode de remplacement des Profilés "gênants" Identique partie avant : 2 ; faible variation hauteur : 1 ; absence prise en compte du besoin : 0.	/3
CM 2.5	Note de calcul - partie tranche optionnelle n° 1 : Détaillée et cohérente : 5 ; cohérente : 4 ; détaillée et manque de cohérence : 2 ; présente mais ni détaillée et manque cohérence : 0.	/5
CM 2.8.2. Études techniques - Plans d'exécution	Détails et description claire Détaillée et cohérente : 5 ; cohérente : 4 ; détaillée et manque de cohérence : 2 ; présente mais ni détaillée et manque cohérence : 0.	/5
NOTE TRANCHE OPTIONNELLE N° 1		/22

TRANCHE OPTIONNELLE N°2		
CORRESPONDANCE À L'ARTICLE DU CCTP	CRITÈRES	NOTES
CM 1.3.1.	Ancrage 2 ancrages par face (hors coté porte) : 2 ; 1 unique ancrage par face : 1 ; dispositif peu efficace : 0.	/2
CM 1.3.1.	Caractère amovible Facilement amovible : 2 ; peu amovible : 1 ; difficilement amovible : 0.	/2
CM 1.3.2	Store : fiabilité des réparations proposées : - Présence d'un diagnostic : 1 ; absence de diagnostic : 0 ; - Cohérence des réparations : 1 ; manque de cohérence : 0.	/2
CM 1.3.3	Coefficient d'absorption acoustique (α_w) du matériau proposé Absorption $\alpha_w > 0,55$: 2 ; $0,40 \leq \alpha_w \leq 0,55$: 1 ; absorption $< 0,40$: 0.	/2
CM 1.3.3	Fiabilité de la tenue dans le temps du matériau Prise en compte dilatation matériau support : 1 ; absence prise en compte : 0. Durabilité matériau face aux contraintes météo : 1 ; peu durable : 0.	/2
NOTE TRANCHE OPTIONNELLE N° 2		/10

8.4 Modalités d'attribution du marché

Les offres conformes sont classées par lot et par application de la formule suivante afin de déterminer les offres économiquement la plus avantageuse :

$$Note\ Finale = 100 \times \left(\frac{P_{min}}{P} \right) \times 0,60 + Q \times 0,40$$

Dans laquelle :

P = prix HT en euros proposé par le candidat ;

P_{min} = prix HT proposé par le candidat le moins disant ;

Q = note de qualité obtenue par le candidat.

Nota : les notes sont arrondies au 100^e.

Pour le lot n° 2, le prix est celui de la somme de toutes les tranches (ferme, optionnelles 1 et 2).

En cas d'égalité de deux ou plusieurs offres, l'offre ayant la meilleure note de prix est privilégiée.

9. MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

9.1 Rappel

Un fichier .zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

9.2 Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

9.3 Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé 1.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr> ;
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers> .

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance. La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique. Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

9.4 Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

9.5 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.
Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

2^{ème} cas : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

9.6 Régularisation éventuelle de la signature électronique du candidat retenu

Le candidat dont l'offre a été retenue et qui n'avait pas signé son offre électroniquement, ou dont la signature n'était pas valide, doit régulariser la signature électronique de son acte d'engagement dans un délai de **3 jours**.

La signature électronique doit répondre aux exigences décrites ci-dessus.

S'il ne peut produire sa signature électronique (ou une délégation de pouvoir) dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le marché est attribué au candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne, sous réserve que celui-ci ait signé électroniquement son offre.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

10. JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai de 10 jours les certificats et attestations prévus ci-après. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

10.1 Le candidat individuel ou membre du groupement établi en France fournit

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
L'acheteur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

10.2 Le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger fournit

(Nota : l'acheteur exige que les candidats joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.)

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

Dans tous les cas :

- Un document qui mentionne (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) :
 - en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
- OU
 - pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*).

- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (*article D 8222-7-1^o-b du code du travail*), parmi les documents suivants :
 - lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.
- OU
- un document équivalent.
- OU
- à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, l'acheteur s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
 - Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D 8222-7-2^o du code du travail*) :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.